

Burkina Faso : Prévvision 2003-2006

Plan

Partie I : Vue d'ensemble	2
I.a/ Les conséquences attendues de la crise ivoirienne sur l'économie burkinabè : récession et inflation.....	2
I.b/ Une réorientation rapide des échanges	3
I.c/ ...et déjà ancienne	4
I.d/ L'impact de la crise ivoirienne sur les transferts privés a eu lieu dès 2000	5
I.e/ Révisions des hypothèses d'environnement international.....	5
I.f/ 2003 : croissance élevée et poursuite de la décélération des prix	7
Partie II : Point conjoncturel 2002 et 2003.....	9
II.a/ Le cours des matières premières.....	9
II.b/ L'agriculture : des récoltes céréalières exceptionnelles	11
II.c/ La production industrielle : un impact positif de la crise ivoirienne	12
II.d/ Le BTP subit les conséquences de la crise ivoirienne	15
II.e/ Les importations	16
II.f/ Les exportations	17
II.g/ Les prix à la consommation	19
II.h/ Finances publiques : la crise ivoirienne n'explique pas les moins values fiscales de 2002.....	20
Partie III : Les prévisions 2003-2006.....	21
Bibliographie	23

Partie I : Vue d'ensemble

I.a/ Les conséquences attendues de la crise ivoirienne sur l'économie burkinabè : récession et inflation

La crise que traverse la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 a pu affecter l'économie burkinabè à quatre niveaux : la perte de marchés à l'exportation (exportations de bétail ou de produits maraîchers), la baisse des transferts des travailleurs émigrés en Côte d'Ivoire et surtout la hausse des coûts de transport, avec pour conséquences l'apparition de goulot d'étranglement et de difficultés de trésorerie pour les entreprises importatrices ou la perte de profitabilité sur les exportations (le coton notamment). La crise ivoirienne conduit aussi à des déplacements de population importants. Pour le Burkina faso, un nombre de retour importants de travailleurs émigrés pourrait conduire à une situation alimentaire et humaine délicate, pouvant rapidement dépasser la capacité de prise en charge financière de l'Etat burkinabè.

Les entreprises Burkinabè sont fortement dépendantes de marchés extérieurs, notamment ivoirien, pour leur approvisionnement en matières premières : 87% des entreprises enquêtées s'approvisionnent à partir de marchés extérieurs. D'après l'enquête menée par l'INSD sur l'impact de la crise ivoirienne sur l'économie burkinabè, 44% des entreprises utilisaient des produits d'origine ivoirienne avant crise. Cette proportion atteignait jusqu'à 48% pour l'industrie et 56,7% pour le BTP. La fermeture des frontières entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire a donc remis en question les circuits d'approvisionnement traditionnels de l'économie burkinabè, avec pour conséquences possibles une hausse des délais de livraison et surtout des coûts de transport. Ces conséquences négatives s'expliquent par la substitution du mode de transport routier au mode ferroviaire moins onéreux mais aussi par l'allongement des distances pour accéder à la mer (cf. tableau 1). Pour les régions sud et ouest du Burkina faso, les alternatives au port d'Abidjan sont coûteuses en termes de kilométrage : +61 % pour atteindre Lomé, +33,4% pour atteindre Accra.

Tableau 1 : Les axes routiers

	En kilomètres			
	Total	Route revêtue	Route en terre	Pistes
Ouagadougou-Abidjan	1176	1176		
Ouagadougou-Lomé	970	970		
Ouagadougou-Savalou-Cotonou	1022	564	458	
Ouagadougou-Po-Koumassi-Accra	1017	1017		
Ouagadougou-Leo-Koumassi-Accra				
Bobo- Abidjan	820	820		
Bobo-Ouagadougou-Lomé	1326			
Bobo-Ouagadougou-Leo-Accra	1365	1365		
Bobo-Diebougou-Leo-Accra	1094	850	244	

Source : Uemoa, nos calculs

Début 2003, alors que la situation politique ivoirienne se dégradait, les prévisions sur l'économie Burkinabè étaient dans l'ensemble assez pessimistes. L'AFD prévoyait alors un

taux de croissance du PIB de 0,6%, le FMI de 2,6% et l'UEMOA de 3,0%¹. Dans ces diagnostics, ce ralentissement économique s'accompagnait d'une hausse des prix, évaluée à 4,5% pour le FMI et à 6% pour l'AFD. Le bilan conjoncturel de l'année 2003 montre que l'évolution de l'économie burkinabè est en réalité très différente de ces prévisions initiales. La meilleure résistance que prévue de l'économie burkinabè s'explique d'abord par la capacité de réaction des opérateurs économiques mais aussi par des facteurs conjoncturels difficilement prévisibles tels que la bonne pluviométrie, l'appréciation de l'euro et du CFA par rapport au dollar ou encore la hausse plus forte que prévue des cours du coton.

I.b/ Une réorientation rapide des échanges ...

La crise ivoirienne a eu peu d'impact économique sur l'économie Burkinabè, au moins à court terme. Une des principales explications réside dans la capacité des opérateurs économiques privés à réorienter leurs circuits d'approvisionnement. Avant crise, la Côte d'Ivoire fournissait près d'un quart des importations burkinabè (cf. tableau 2). Avec la crise ivoirienne, et la fermeture des frontières qui l'a accompagnée, cette part atteint à peine dix pour cent au premier semestre 2004. D'anciens fournisseurs ont vu leur position renforcée, notamment les pays européens, tandis que de nouveaux fournisseurs semblent émerger : Afrique du Sud, Inde et Togo (cf. tableau 2).

Tableau 2 : Principaux fournisseurs du Burkina Faso

En %	T3-2002	T4-2002	T1-2003	T1-2004
Côte d'Ivoire	24,7	14,7	11,1	10,8
Pays européens	40,3	39,7	45,0	46,7
Afrique du Sud	0,5	1,4	1,9	3,1
Nigéria	0,8	1,1	2,1	1,6
Togo	2,8	3,9	4,9	5,5
Inde	2,1	4,7	3,3	3,2

Source : INSD

Avec la fermeture des frontières entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, les entreprises ont dû, et su trouver de nouvelles sources d'approvisionnement. Dans l'ensemble, les entreprises ont d'abord choisi le port de Lomé (34,8%) puis celui du Ghana (19,6%). Il est également important de noter que les entreprises burkinabè ont assuré leur approvisionnement en recourant au marché intérieur : pour 26 % des entreprises, pour 15 % des entreprises industrielles, le marché intérieur a permis de pallier les ruptures d'approvisionnement. *La crise ivoirienne a donc permis une substitution partielle mais non négligeable d'importations de produits, ivoiriens ou transitant par la Côte d'Ivoire, par des produits burkinabè. Il en résulte des effets multiplicateurs favorables à l'ensemble de l'activité économique.*

Cette réorientation géographique des importations s'est traduite en un premier temps par une augmentation des délais d'approvisionnement pour 75,4% des entreprises mais aussi par une hausse des coûts pour 86,2% (source : enquête INSD). Cette hausse dépasse 10 % du coût initial pour près 83,9% des entreprises (source : enquête INSD). Elle s'explique par le changement de mode de transport (transport routier versus transport ferroviaire) et aussi par un parcours plus long. Face à cette hausse des coûts, seulement 27% des entreprises ont choisi

¹ Si la paix ne devait reprendre qu'en décembre 2003, l'AFD prévoyait un taux de croissance de -6,5% pour l'économie du Burkina faso

d'augmenter leur prix de vente. La très grande majorité d'entre elles (67%) a choisi de maintenir stables ses prix. *Les entreprises burkinabè ont donc choisi accommodé la hausse des coûts des matières premières importées en réduisant leurs marges bénéficiaires*².

I.c/ ...et déjà ancienne

La dépendance du Burkina Faso à l'égard de la Côte d'Ivoire a pu faire craindre aux observateurs de l'économie Burkinabè de fortes poussées inflationnistes, notamment à travers la hausse du coût des produits pétroliers importés. Cependant, la réorientation géographique des importations date de la fin des années quatre-vingt dix. Ainsi, d'après des informations du Conseil Burkinabè des Chargeurs (CBC), le port d'Abidjan a vu sa part dans les importations maritimes du Burkina faso passer de 66,5% en 1998 à 57,6% en 2001. Dans le même temps, la part du port ghanéen de Tema passait de 5,6% à 19,8%.

Cette anticipation des opérateurs économiques concerne notamment le secteur des hydrocarbures. Avant même le déclenchement de la crise ivoirienne, le port d'Abidjan n'occupait plus que la deuxième place dans l'approvisionnement du Burkina Faso en hydrocarbures, assez loin derrière le port de Lomé. Ainsi, en 2000, une majorité des produits pétroliers étaient importés à partir du port de Lomé (52,5 pour cent, cf. tableau 2). Avant crise, la ville de Ouagadougou était déjà approvisionnée à partir du Togo, notamment depuis l'incendie des dépôts de Bingo consécutifs à un incident ferroviaire. Les produits pétroliers importés de Côte d'Ivoire étaient essentiellement destinés pour les régions Sud et Sud Ouest du Burkina Faso, notamment la ville de Bobo Dioulasso. L'approvisionnement de Bobo Dioulasso à partir des ports de Lomé et de Cotonou a conduit à un surcoût de 19 francs CFA pour le litre de super et de 17 francs CFA pour le litre de pétrole.

² Ce comportement correspond en fait au comportement habituel des entreprises Burkinabè face à une dégradation des termes de l'échange (hausse des prix du pétrole, appréciation du dollar par rapport à l'euro).

Tableau 3 : Achats de la SONABHY par port (en milliers de tonnes)

	Abidjan	Lomé	Cotonou	Tema	Total
2000					
Super	4,1	7,9			12,0
Essence	28,4	35,1	5,1		68,7
Pétrole	15,6	14,8	4,4		34,8
Gasoil	30,8	72,6	12,5		115,9
DDO	8,7				8,7
Fuel		28,9	13,1		42,0
Jet A1	13,6				13,6
Gaz	4,9		1,5	1,1	7,5
Total	106,1	159,3	36,7	1,1	303,3
en %	35,0	52,5	12,1	0,1	100,0
2002					
Super	4,8	5,4			10,2
Essence	28,7	45,4	15,6		89,8
Pétrole	10,0	12,3	9,3		31,6
Gasoil	28,6	62,2	23,7		114,5
DDO	1,9	45,0	11,5		58,4
Fuel		11,9	10,7		22,6
Jet A1	4,7	14,5			19,2
Gaz	1,7		6,8	1,0	9,4
Total	80,4	196,7	77,6	1,0	355,7
en %	26,5	64,9	25,6	0,3	117,3

Source : Sonabhy, Société Nationale Burkinabè d'Hydrocarbures

I.d/ L'impact de la crise ivoirienne sur les transferts privés a eu lieu dès 2000

Tableau 4 : Solde des paiements courants privés (en milliards de CFA courants)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Solde	29,1	22,4	25,8	21,9	18,0	5,0
Crédit	56,4	51,1	54,4	50,3	44,5	32,0
Débit	-27,3	-28,7	-28,6	-28,4	-26,5	-27,0

Source : BCEAO

I.e/ Révisions des hypothèses d'environnement international

Les hypothèses d'environnement international retenues lors des prévisions 2003 du début de l'année 2003 se sont révélées en partie erronées et peuvent expliquer les erreurs de prévision. Dans ses prévisions d'automne, l'équipe Jumbo de l'AFD attribue même l'essentiel des erreurs de prévisions d'inflation pour les pays sahéliens à l'appréciation de l'euro et donc du CFA par rapport à l'euro. Qu'en est-il exactement?

Tableau 5 : Hypothèses de prévision début 2003

	AFD avril 2003	FMI mars 2003	Acquis 2003
En niveau			
1 euro = x dollar	1,000	1,099	1,116
En taux de croissance			
Baril en dollar	+0%	+24,2%	+14,5%
Cours du coton en dollar	+26,1%	Nd	+36,7%

Sources : WEO Outlook d'avril pour le FMI, rapport Jumbo pour l'AFD. Les acquis 2003 sont calculés à partir des dernières observations connues au moment de la rédaction de cette note, i.e le mois de septembre.

D'après les acquis de croissance calculés à partir des informations infra-annuelle disponibles à la fin du mois de septembre, il apparaît que si l'équipe Jumbo de l'AFD a bien sous-estimé l'appréciation du dollar d'environ 10%, elle a également sous-évalué la hausse des prix du pétrole. D'ailleurs, l'analyse d'impact d'une appréciation du CFA de 10%, les conséquences sur le taux d'inflation ne serait que d'environ -1,3 point de pourcentage la première année (cf. tableau 6). Si de plus, on prend en considération la hausse des prix du pétrole observée en 2003, alors les révisions des hypothèses d'environnement international n'expliquent pas les erreurs de prévision importantes de l'équipe Jumbo qui prévoyait une hausse des prix d'environ 6% en 2003 au Burkina Faso.

Tableau 6 : Appréciation de l'euro de 10% (en écart relatif au compte central)

	année 0	année 1	année 2	année 3
APPROCHE SECTORIELLE				
PIB	0.00	0.08	-0.20	-0.10
Agriculture	0.00	-0.22	-0.28	-0.31
Industrie	0.00	0.38	-0.31	-0.18
Btp	0.00	0.84	0.45	0.64
Services marchands	0.00	0.53	-0.24	0.02
Services non marchands	0.00	0.00	0.00	0.00
ERE				
PIB	0.00	0.08	-0.20	-0.10
PIB marchand	0.00	0.09	-0.24	-0.12
PIB non marchand	0.00	0.00	0.00	0.00
Importations	0.00	-0.13	-0.18	0.03
Emplois				
Consommation privée	0.00	0.63	-0.25	0.11
Investissement total	0.00	0.71	0.29	0.48
Investissement public	0.00	1.11	0.80	0.96
Investissement privé	0.00	0.28	-0.21	-0.04
Exportations de biens et services	0.00	-0.25	-0.55	-0.94
Variations de stocks	0.00	-4.93	-0.76	-1.80
Prix				
Prix à l'importation	0.00	-3.10	-2.96	-2.95
Prix à la consommation	0.00	-1.36	-1.50	-1.49
Prix de l'investissement	0.00	-1.25	-1.06	-1.00
Prix à l'exportation	0.00	-5.23	-10.01	-10.76
Prix du PIB	0.00	-0.50	-1.71	-1.57

Source : Simulation du modèle « macrodynare »

En effet, d'après le modèle madynsec, l'appréciation de 10% de l'euro et donc du CFA par rapport au dollar conduit à une baisse du prix du baril en CFA et aussi en partie des produits manufacturés importés hors zone euro, des Etats-Unis et des pays dont la monnaie est liée au dollar. Cette baisse des prix à l'importation atteint près de trois points de pourcentage dès la première année et, compte tenu de la structure de consommation, à une baisse de 1,4 points de pourcentage du taux d'inflation. L'augmentation du pouvoir d'achat qui en résulte profite à l'activité des secteurs de demande (industrie, service et BTP). Toutefois, la moindre valorisation des produits agricoles d'exportation conduit toutes choses égales par ailleurs à une baisse de la production agricole d'exportation. L'impact sur le Pib est légèrement négatif.

I.f/ 2003 : croissance élevée et poursuite de la décélération des prix

En 2002, la crise ivoirienne n'a pas conduit à des révisions des prévisions de croissance à la baisse. La révision à la baisse de la croissance de 5,6% pour l'année 2002 s'explique principalement par la mauvaise campagne agricole 2002/2003 consécutive à des pluies tardives. Ces révisions s'expliquent d'abord par des récoltes agricoles moins bonnes que prévues. En effet, après les bonnes récoltes 2001/2002 et une pluviométrie tardive cette année, les productions céréalières ont stagné au cours de la campagne 2002/2003 (cf. tableau). La stagnation de la production céréalière (hausse de 0,8% de l'indice synthétique de la production des quatre principales céréales) est en partie compensée par l'augmentation de la production cotonnière. Au total, la valeur ajoutée de l'agriculture a augmenté d'environ 1% en 2002.

Tableau 7 : Les prévisions de croissance pour l'année 2002

	Milliards de Cfa 1985	CNPE Juillet 2002	FMI Février Février 2003
Agriculture	424,8	4,8	1,2
Industrie y.c BTP	218,2	9,2	10,4
Industrie hors BTPO	191,2	Nd	9,7
BTP	27,0	Nd	15,5
Services (y.c IPSBL)	439,3	4,2	4,9
APU	72,8	3,5	3,5
Droits de douane	52,7	5,4	5,4
PIB	1207,9	5,6	4,6

En 2003, la croissance de l'économie pourrait atteindre un taux de croissance au moins supérieur à 5%³. Cette évolution macroéconomique apparaît surprenante au regard des premières évaluations pessimistes des conséquences de la crise ivoirienne.

Il importe d'abord de rappeler que les fluctuations macroéconomiques au Burkina Faso s'expliquent à court terme par les fluctuations du secteur agricole : ce secteur contribue pour près de 60% aux fluctuations du taux de croissance du PIB autour de sa moyenne⁴. Aussi, les prévisions de croissance établies en début d'année sont soumises à un aléa important, celui de la pluviométrie.

³ Le taux de croissance affiché par le ministère de l'économie et du développement est de 4,6%. Toutefois, il n'intègre pas le passage au « PIB plus comparable » souhaitée par l'UEMOA. Dans le cas du Burkina Faso, cette opération revient à élargir la base de la partie non marchande du PIB en y intégrant la consommation de capital fixe des administrations publiques.

⁴ cf. Ponty N. « Faits stylisés sur les fluctuations macroéconomiques des pays de l'UEMOA ».

Du fait de pluies précoces et abondantes, l'année 2003 sera une bonne année agricole. Après la très légère hausse enregistrée au cours de la campagne agricole 2002/2003, les récoltes 2003/2004 pourraient atteindre des niveaux exceptionnels. Les récoltes céréalières augmenteraient de 14% alors que les récoltes cotonnières atteindraient un niveau voisin du seuil symbolique de 500 000 tonnes après 410 000 tonnes pour la précédente campagne.

De plus, certains secteurs industriels auraient bénéficié de la crise ivoirienne. C'est notamment le cas des industries agro-alimentaires et d'égrenage. L'activité des industries chimiques et des ouvrages en métaux, fortement dépendantes de consommations intermédiaires importées, auraient au contraire souffert de la crise. Globalement, l'impact de la crise sur le secteur industriel burkinabè serait positif.

Ensuite, la hausse généralisée des prix tant redoutée n'a pas eu lieu : la hausse des prix à la consommation sera inférieure à 2% en 2003 : un taux d'inflation de 1,6% après 2,3% en 2002 est attendu. Si l'appréciation de l'euro, et donc du franc CFA, par rapport au dollar a pu y contribuer. Une réduction des marges des bénéficiaires a également joué un rôle important.

Enfin, la hausse des cours mondiaux du coton a pu contribuer à maintenir la profitabilité de la filière à l'exportation malgré la hausse des coûts de transports et de l'euro.

Partie II : Point conjoncturel 2002 et 2003

II.a/ Le cours des matières premières

Figure 1 : Coton (cts la tonne)

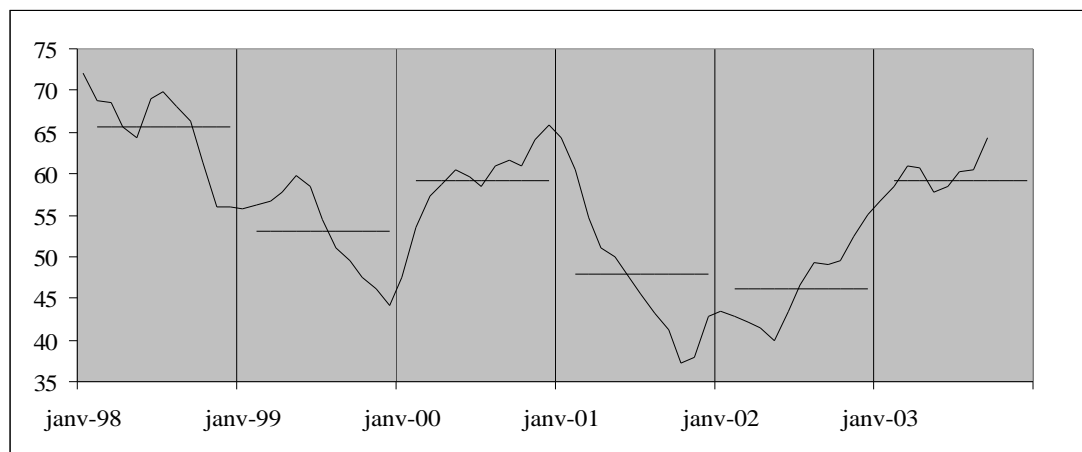


Figure 2 : Or (\$ l'once)

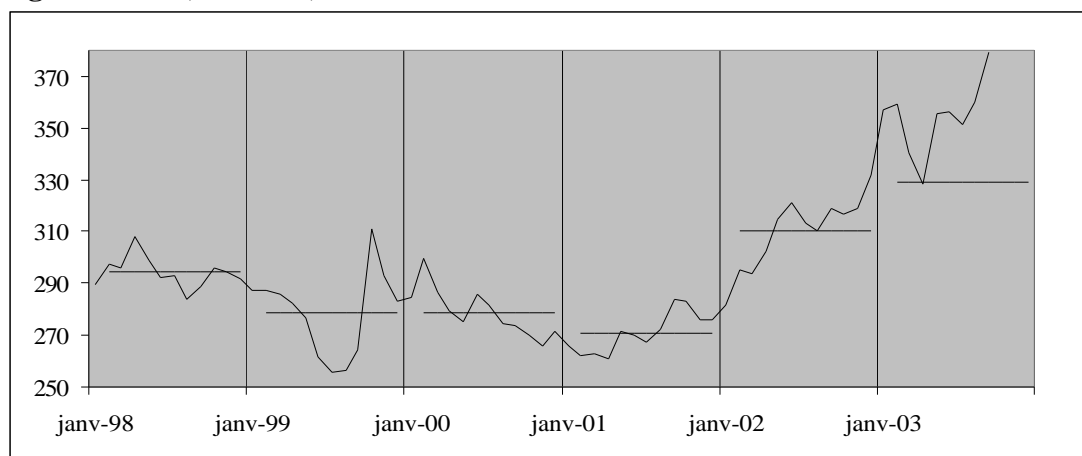
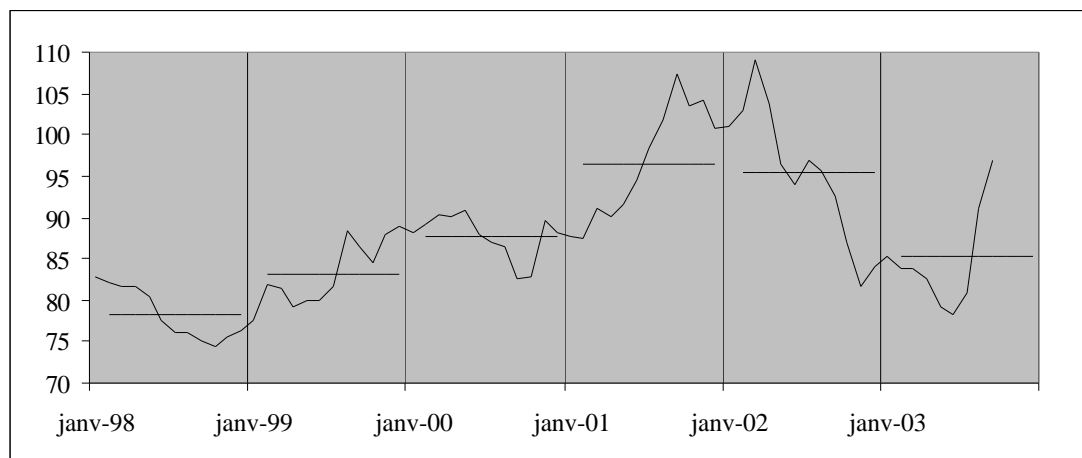


Figure 3 : Boeuf (cts de dollar la tonne)



Sources : FMI, Banque mondiale. Pour 2003, la moyenne annuelle correspond à la prévision du GEP

Figure 4 : Pétrole (\$ le baril)

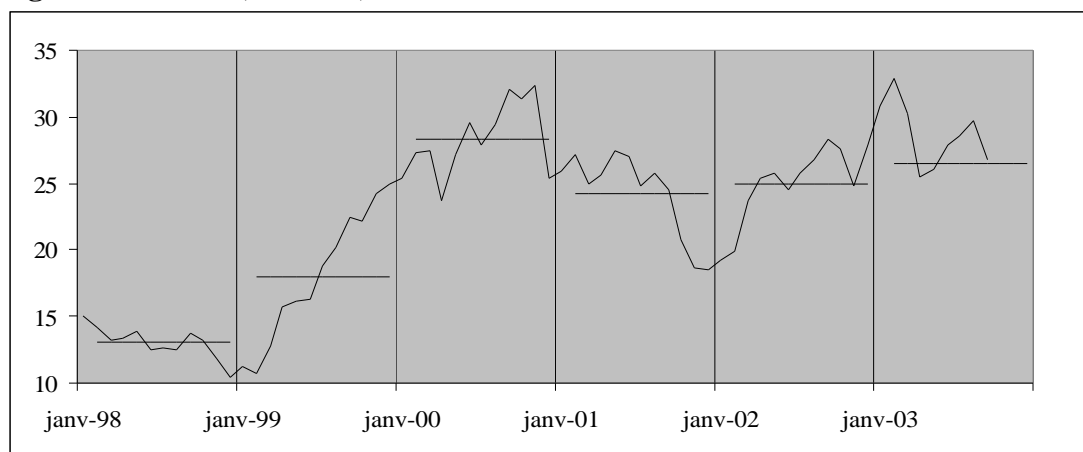


Figure 5 : Riz (\$ la tonne)

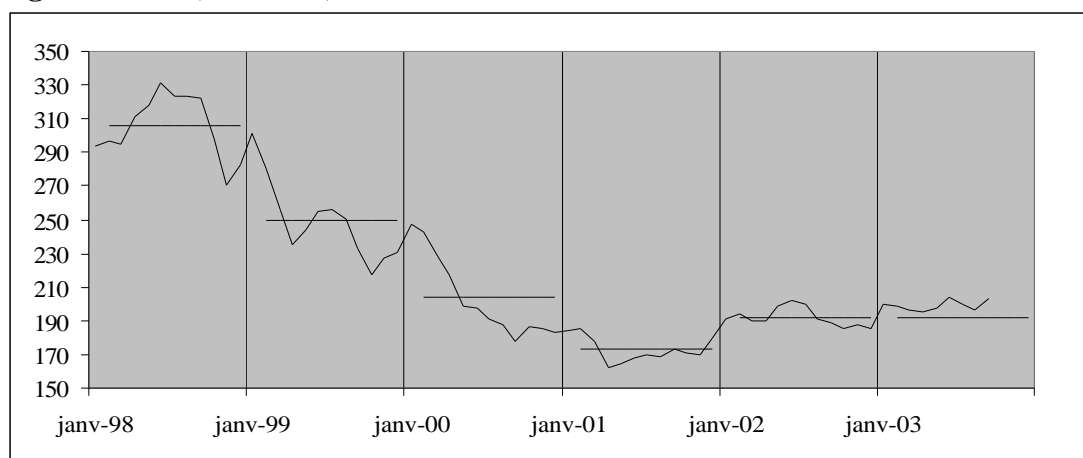
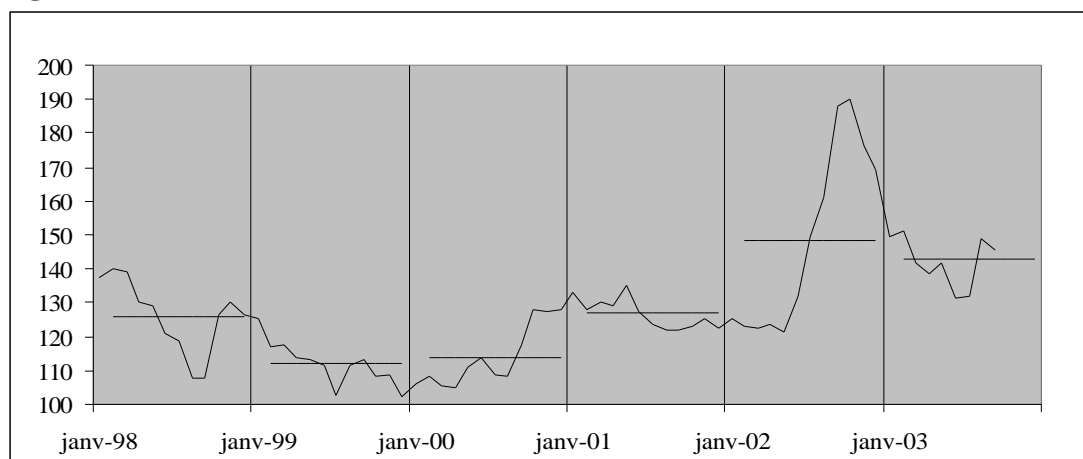


Figure 6 : Blé (\$ la tonne)



Sources : FMI, Banque mondiale

II.b/ L'agriculture : des récoltes céréalières exceptionnelles

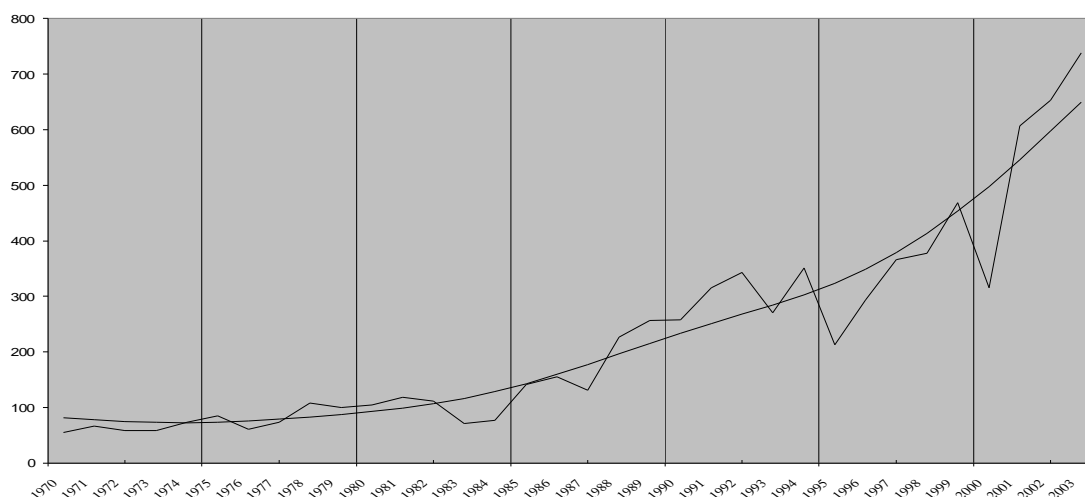
L'indice synthétique des principales productions céréalières (maïs, mil, riz et sorgho) augmenterait de près de 14%⁵. La production de coton graine dépasserait le seuil symbolique de 500 000 tonnes. L'indice synthétique de la production agricole augmenterait in fine d'environ 17%. *Dans ces conditions, la valeur ajoutée du secteur agricole pourrait croître à un taux d'au moins 8% en 2003.*

Tableau 8 : Les récoltes agricoles 2002/2003(millier de tonnes)

	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004
Céréales						
Mais	377,8	469,0	315,8	606,3	653,1	738,3
Mil	972,8	945,0	604,1	1009,4	994,6	1214,4
Riz	89,0	94,2	66,4	109,9	89,1	97,7
Sorgho	1202,8	1178,4	847,3	1371,6	1373,0	1519,2
Cultures industrielles						
Arachides	214,8	282,7	165,1	301,1	323,6	Nd
Coton graine	356,0	245,0	276,0	378,4	400,0	Nd

Source : Ministère de l'Agriculture. La production de coton graine est suivie à partir de la SOFITEX et des budgets économiques. Données provisoires pour la campagne 2003/2004.

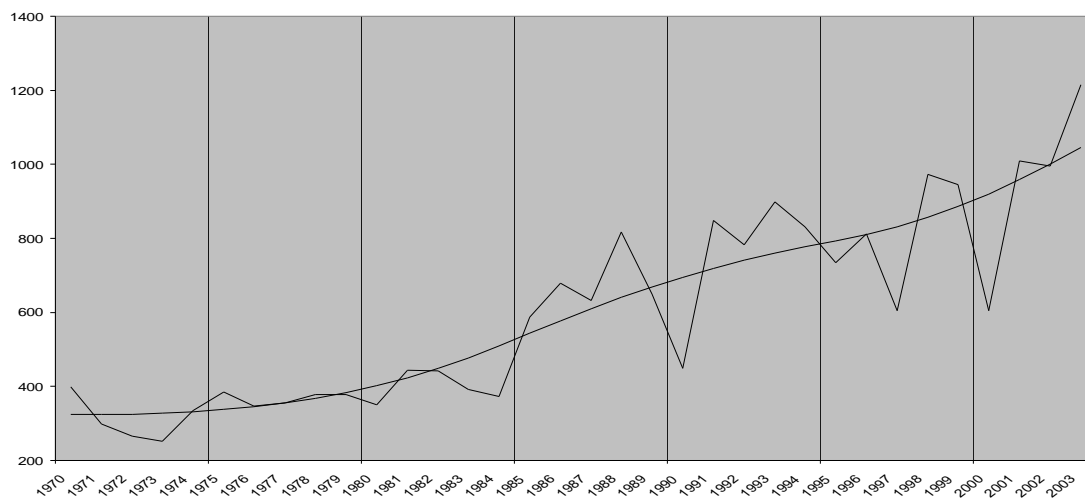
Figure 7 : Production de maïs (en millier de tonnes)



NB : la tendance est appréciée à partir d'un filtre de Hodrick-Prescott

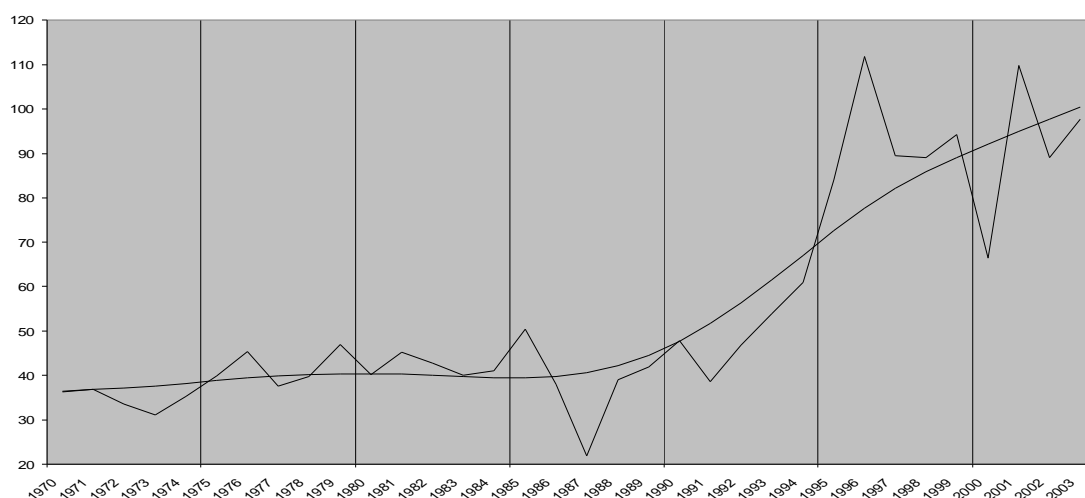
⁵ Cette évaluation repose sur les résultats provisoires de la campagne 2003/2004 et sont susceptibles de révisions lors de la publication des résultats définitifs en février 2004.

Figure 8 : Production de mil (en millier de tonnes)



NB : la tendance est appréciée à partir d'un filtre de Hodrick-Prescott

Figure 9 : Production de riz (en millier de tonnes)



NB : la tendance est appréciée à partir d'un filtre de Hodrick-Prescott

II.c/ La production industrielle : un impact positif de la crise ivoirienne

Le diagnostic sur la production industrielle en 2003 constitue un exercice délicat. Qualitativement, les effets attendus de la crise dans ce secteur sont bien cernés : impact négatif de la crise à travers le renchérissement des consommations intermédiaires et impact positif via des substitutions possibles de la production nationale à des importations de produits ivoiriens. La quantification reste délicate et repose principalement sur deux sources d'information : l'indice de la production industrielle (IPI) et l'enquête spéciale menée par l'INSD.

Le diagnostic d'après l'indice de la production industrielle

Suite à la crise ivoirienne, les entreprises d'égrenage ont étalé leur production sur trois trimestres (du quatrième trimestre 2002 au deuxième trimestre 2003) contre deux trimestres habituellement (le quatrième trimestre de l'année $n-1$ et le premier trimestre de l'année n). La hausse de la production associée à la campagne cotonnière 2003/2002 serait ainsi de 53,7% après 12,7% pour la précédente campagne. Parce que le poids des industries d'égrenage dans l'indice général est d'environ 20 %, il en résulte une forte hausse conjoncturelle de la production industrielle. Cette hausse de plus de 50% de la production de coton égrené reflétée par l'IPI s'explique difficilement au regard des résultats de la campagne cotonnière 2002/2003 : 439 mille tonnes après 395 mille tonnes pour la campagne 2001/2002. En fait, suite à la séparation de la Côte d'Ivoire en deux zones et à la rupture des échanges, les opérateurs économiques privés du nord de la Côte d'Ivoire ont développé de nouveaux échanges avec les pays sahéliens. Par exemple, les producteurs ivoiriens de maïs ont vendu leur récolte au Mali, ce qui a permis à ce pays de reconstituer ses stocks malgré une mauvaise campagne 2002/2003. De même, les producteurs de coton ivoirien auraient pu vendre leur récolte sur le territoire burkinabè. Aux cours des années précédentes la crise ivoirienne, les agriculteurs ivoiriens vendaient déjà une partie de leur récolte sur le territoire burkinabè lorsque les différences de prix pratiqués les y incitaient. De plus, lors des dernières années, la tentative des autorités burkinabè de contrôler la qualité des produits d'huilerie de graine de coton a pu être contournée par les huileries visées qui se sont tournées vers le marché ivoirien pour leur approvisionnement.

Malgré des campagnes agricoles 2002/2003 stables, la production des industries agro-alimentaires connaîtrait une hausse importante en 2003. Cette hausse de la production observée depuis le premier trimestre 2003 s'explique sans doute par un effet de substitution de la production nationale à certaines importations de produits ivoiriens. Après des hausses de la production aux premier et deuxième trimestre de 2003 (respectivement de 23,7% et 32,6% en glissement trimestriel), l'acquis de croissance des industries agro-alimentaires atteint près de 20% à la fin du premier semestre.

La production des industries chimiques et d'ouvrage en métaux, fortement importatrices de produits importés, diminuerait. La baisse est sensible dans le secteur des ouvrages en métaux dès le quatrième trimestre 2002 (-31,1% en glissement trimestriel) et se poursuit à un rythme moindre au premier trimestre 2003 (-13,6% en glissement trimestriel). Dans le secteur de la chimie, la baisse enregistrée est plus tardive (baisse de -29,7% au premier trimestre 2003). A la fin du premier semestre 2003, l'acquis de croissance de la production est négatif dans les secteurs de la chimie et des ouvrages en métaux : -11,3% dans la chimie et -15,3% dans le secteur des ouvrages en métaux. Cette évolution s'explique sans doute par les conséquences négatives de la crise pour les régions de Bobo Dioulasso et de Banfora (minoterie de Banfora, fabrique de pneumatique de Bobo Dioulasso, etc).

Tableau 9 : Indice de la production industrielle (fin juin 2003)

En %	Pond.	Glissement annuel				Moyenne annuelle			
		T3 2002	T4 2002	T1 2003	T2 2003	2000	2001	2003*	MAG
Alimentaire	34,2	-7,1	1,3	23,7	32,6	8,5	-5,7	20,6	5,7
Chimie	14,0	-0,1	38,9	-29,7	2,6	-2,4	0,9	-11,3	0,8
Ouvrages en métaux	7,3	38,8	-31,1	-13,6	13,0	11,1	-4,3	-15,3	-3,7
Electricité et eau	19,1	14,3	10,1	-4,5	33,3	-0,7	4,0	17,9	8,5
Indice général	100,0	21,3	10,0	1,6	13,3	1,2	5,1	Ns	18,8

- acquis de croissance à partir de l'IPI CVS
- MAG : moyenne annuelle glissante fin juin 2003
- NB : le calcul d'acquis pour l'indice général n'est pas pertinent parce que l'activité d'égrenage est discontinuée.

Les résultats de l'enquête INSD sur l'impact de la crise

D'après l'enquête de l'INSD, les difficultés d'approvisionnement ont conduit les entreprises industrielles à réduire leur production pour 37,5% d'entre elles. Suite à la crise ivoirienne, seulement 2,5% des entreprises industrielles auraient cessé leur activité. La plus symbolique de ces cessations d'activité concerne sans doute les Grands Moulins du Burkina Faso (GMB). D'après les résultats de cette enquête, la production industrielle aurait diminué au quatrième trimestre 2002 de 15,4% en glissement annuel.

Concilier les résultats de l'IPI et de l'enquête « impact de la crise »

Le glissement annuel de la production industrielle à la fin du quatrième trimestre 2002 s'établit à plus de 10,0% alors qu'évalué à partir de l'enquête spéciale, ce glissement annuel fait apparaître une baisse de 15,4% ! Aussi, les diagnostics qui peuvent être établis entre l'IPI et l'enquête spéciale sur les conséquences de la crise semblent contradictoires. Pour expliquer ces différences, notons que :

- les différences méthodologiques entre les deux enquêtes sont importantes. Notamment, dans son enquête spéciale, l'INSD a élargi la base de sondage de l'IPI en prenant en compte le fichier des entreprises importatrices et exportatrices de 2001, les entreprises couvertes par la collecte des déclarations statistiques et fiscales (DSF), le fichier des transporteurs du Burkina Faso du ministère des infrastructures, du transport et de l'habitat (MITH) ;
- l'enquête spéciale de l'INSD porte sur l'ensemble des secteurs : industrie, BTP, commerce et transport. Compte tenu du nombre finalement réduit d'entreprises industrielles, les résultats quantitatifs sur le seul secteur industriel peuvent être assez imprécis dans cette enquête ;
- l'enquête spéciale de l'INSD porte sur le dernier trimestre de l'année 2002. d'après l'IPI, l'impact positif de la crise sur l'industrie burkinabè (hausse de la production agro-alimentaire, de la production de coton égrené) apparaît au premier semestre 2003. Par ailleurs, les évolutions retracées par l'IPI confirme bien l'impact négatif sur certains secteurs (chimie, ouvrages en métaux).

Appuyée sur une base de sondage récente et élargie, l'enquête spéciale permet de cerner les conséquences qualitatives sur une base plus fiable que l'IPI dont l'année de base est 1970. A

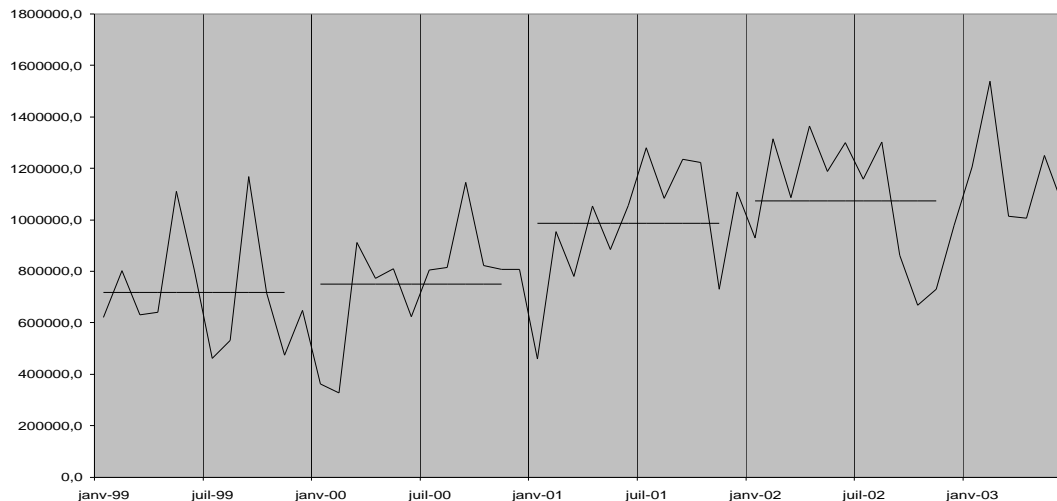
travers l'enquête spéciale, des entreprises industrielles plus récentes et certainement plus fragiles face aux conséquences de la crise ivoirienne. Les entreprises enquêtées pour l'IPI sont au contraire anciennes et ont pu plus facilement s'adapter et profiter des opportunités nées de la crise ivoirienne. *Contraintes de redéployer leurs sources d'approvisionnement en consommations intermédiaires, des entreprises se sont retournées vers le marché intérieur. Pour 15% des entreprises (source : enquêtes spéciale de l'INSD), le marché intérieur a constitué une source nouvelle d'approvisionnement permettant de pallier les risques de rupture de stocks.*

Cet impact positif doit cependant être nuancé. D'abord, cet impact porte sur le niveau de la production. Les conséquences positives sur le taux de croissance n'ont donc lieu que pendant la phase d'ajustement, certainement le premier semestre 2003. Enfin, l'IPI, qui ne couvre pas les entreprises les plus récentes et les plus fragiles, surévalue les conséquences positives les taux de croissance évaluées et sous-évalue ses conséquences négatives.

II.d/ Le BTP subit les conséquences de la crise ivoirienne

D'après l'enquête de l'INSD sur les conséquences de la crise ivoirienne, le BTP est le secteur d'activité qui a le plus souvent diminué suite à la crise ivoirienne. De même, les importations de ciment et plâtre ont fortement diminué au cours du dernier trimestre 2002. Ce n'est qu'à partir de la fin du premier trimestre 2003 que ces importations retrouvent un niveau voisin, mais légèrement inférieur, au niveau atteint avant crise (cf. figure 10).

Figure 10 : Importations de ciment et plâtre (en tonnes)

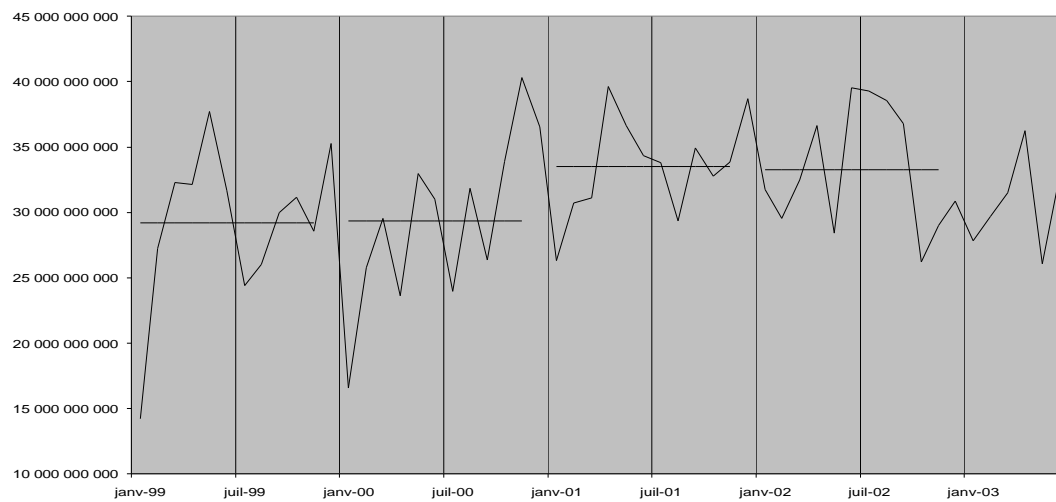


Source : INSD

D'après le programme signé avec le FMI, les dépenses en capital devaient atteindre 271,4 milliards de CFA en 2003 après 230 milliards, soit une augmentation de plus de 17%. Toutefois, fin août, les engagements portaient sur un montant de 137,3 milliards et les dépenses ordonnancées atteignaient un montant de 119,5 milliards de CFA, soit moins de 45% des dépenses annuelles initialement prévues les huit premiers mois. La demande publique adressée au secteur BTP sera sans doute moindre que prévue.

II.e/ Les importations

Figure 8 : Importations en valeur (en CFA courant)



Source : INSD, CVS PNUD

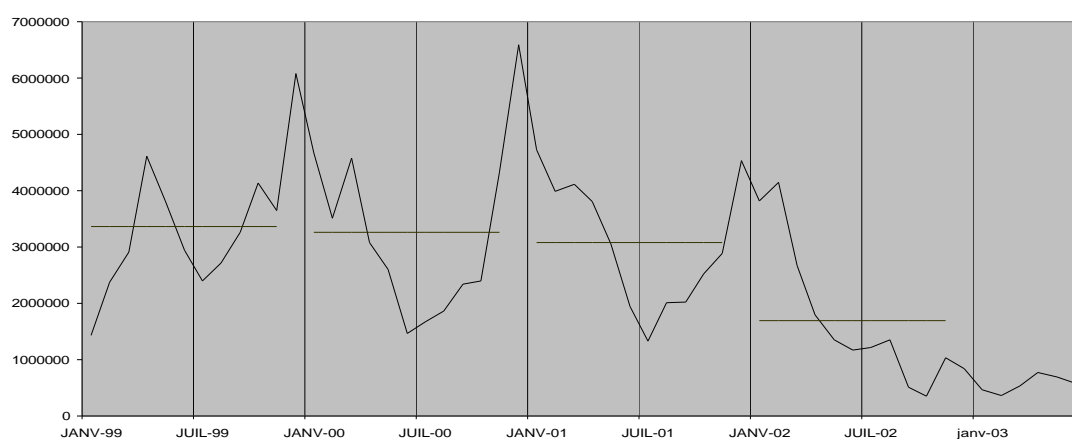
Tableau 10 : Importation en valeur

En %	Poids 1999	2000	2001	2002	2003*
Animaux vivants et produits du règne animal	2,0	-23,3	-8,3	-25,0	-29,0
Produits du règne végétal	10,2	-14,0	45,2	-7,0	-10,5
Graisses et huiles animales ou végétales	1,9	-30,0	18,1	-0,5	-29,6
Produits des industries alimentaires, boissons, liquides alcooliques	6,0	2,3	50,2	0,4	-1,8
Produits minéraux	16,0	55,0	17,5	-16,2	-4,6
Produits des industries chimiques	15,8	-27,1	19,3	26,4	-11,9
Matières plastiques et ouvrages plastiques, caoutchouc	3,0	-4,7	21,6	-0,8	-7,1
Peaux, cuirs	0,1	-28,6	16,3	40,1	-47,2
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	0,6	-25,2	18,8	-3,6	37,3
Pâte de bois ou autres matières fibreuses	3,0	-9,3	12,3	1,5	7,7
Matières textiles	2,3	-10,2	59,5	-14,1	-19,7
Chaussure, coiffures, parapluies, parasol	0,4	-21,3	58,0	-11,9	-35,7
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	0,8	14,6	9,1	7,1	-9,1
Perles fines ou de culture	0,0	-43,0	200,0	-8,9	-11,1
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	8,1	-15,9	3,6	5,3	-9,9
Machines et appareils, matériel électrique	15,6	7,4	-18,2	11,9	8,5
Matériel de transport	12,1	-8,1	2,7	-0,3	-1,5
Instrument d'optique, de photographie	1,5	17,4	12,1	-6,7	3,3
Armes, munitions	0,1	-57,8	230,7	-66,3	-53,4
Marchandises et produits divers	0,7	0,0	20,9	19,3	23,0
Objets d'art, de collection ou d'antiquités	0,0	46,0	-77,9	205,8	-10,9
TOTAL	100,0	0,5	14,1	-0,7	-5,4

Source : INSD. Pour 2003, moyenne annuelle glissante (fin juin 2003)

II.f/ Les exportations

Figure 11 : Exportations d'animaux vivants



Source : INSD

Tableau 11 : Exportations de bovins par principales destinations (unité = 1000 têtes)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Côte d'Ivoire	89,6	105,7	98,5	90,6	84,8	89,5	89,5	84,9	90,2	47,5
Togo	1,8	11,2	14,2	20,3	11,4	8,1	11,7	9,8	20,7	18,6
Ghana	3,3	7,2	47,2	31,5	50,0	35,9	30,0	60,5	71,9	78,4
Nigéria	0	0	0	0	0	0	0	3,6	12,3	43,9
Total	99,0	173,0	146,2	150,3	147,5	134,3	131,9	174,2	241,8	203,7

Source : Ministère des ressources animales, DEP et Directions provinciales des Ressources animales

II.g/ Les prix à la consommation

Tableau 12 : Indice des prix à la consommation (Fin septembre 2003)

	Pond.	m ₋₂ /m ₋₃	m ₋₁ /m ₋₂	m/m ₋₁	m/m ₋₁₂	2002	Acquis
IHPC brut	10000	-2.66	-0.51	0.17	1.82	2.31	n.s
IHPC CVS	10000	-1.93	-0.50	1.62	1.76	2.31	1.90
Alimentaire brut	3392	-7.83	-5.72	0.92	-3.23	3.06	n.s
Alimentaire cvs	3392	-6.02	-5.86	5.65	-3.37	3.09	-2.21
Habillement	635	-0.92	0.00	0.00	10.01	0.59	10.17
Logement, eau et électricité	1050	-1.25	11.66	-4.70	4.57	5.78	4.70
Équipement ménager	666	0.09	0.00	0.00	-0.12	1.63	-0.19
Santé	419	0.00	0.00	0.00	9.20	1.23	9.00
Transports	1557	-0.42	1.75	2.46	2.94	2.89	2.71
Loisirs	394	-0.10	0.00	0.00	0.14	0.82	0.16
Enseignement	340	0.00	0.00	0.00	0.96	3.99	0.97
HCR	996	3.12	-0.43	0.07	8.93	0.52	6.88
Autres biens	551	-0.08	0.00	0.00	0.18	-2.44	0.21

Source : INSD, nos CVS

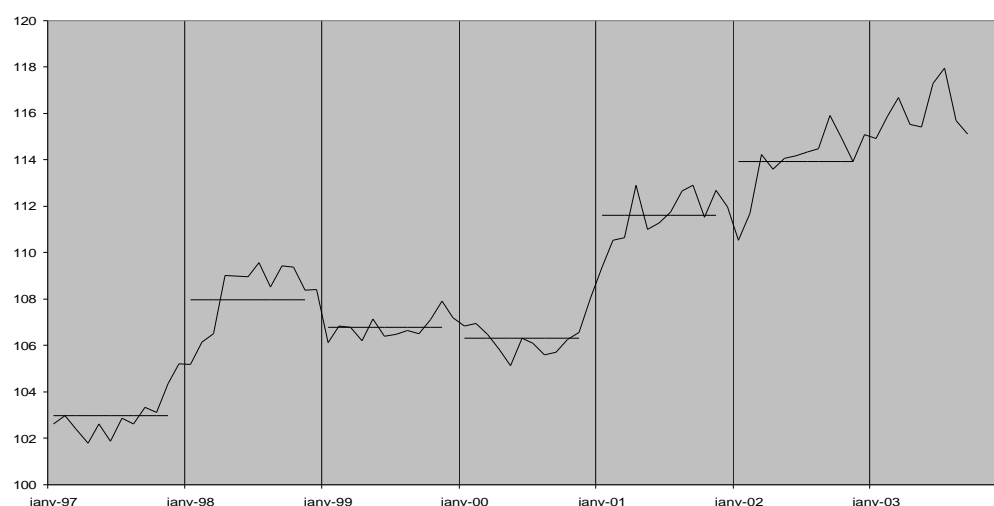
Les prix des produits agricoles diminuent en 2003.

La hausse des prix consécutive à la crise ivoirienne est restée limitée à quelques produits, essentiellement les produits de l'habillement et de santé (respectivement +10,0 % et +9,2% en glissement annuel à la fin du mois de septembre).

L'acquis de croissance des prix du transport est de 2,7 % en 2003 après une hausse de 2,9 en 2002.

In fine, la décélération de l'indice général se poursuivra en 2003. La hausse des prix sera inférieure à 2% en 2003, après +2,3% en 2002. *Un taux d'inflation de 1,6% en 2000 » est attendu après 2,3% en 2002.*

Figure 7 : Evolutions annuelles et infra annuelle de l'IHPC



Source : INSD, CVS PNUD

II.h/ Finances publiques : la crise ivoirienne n'explique pas les moins values fiscales de 2002

En 2002, les recettes fiscales ont atteint 240,9 milliards de CFA après 213,2 milliards en 2001, soit une hausse de près de 13,0%. Toutefois, l'Etat burkinabè tablait dans ses prévisions initiales sur une hausse encore plus importante, avec une cible d'environ 254,8 milliards de francs CFA. Les réalisations révèlent donc une moins-value d'environ 15 milliards par rapport à la Loi de Finances. Pour expliquer ces moins values, le ministère des Finances et du Budget a avancé comme première explication l'impact de la crise ivoirienne sur les importations et donc les recettes douanières⁶. La faiblesse du recouvrement par rapport aux prévisions initiales porte en fait principalement sur les impôts directs et la Taxe à la Valeur Ajoutée (TVA). Ainsi, les recettes effectives s'élèvent à 27,0 milliards contre une prévision de 32,5 milliards pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à 31,2 milliards de CFA contre une prévision de 47,5 milliards pour la TVA intérieure. Pour les droits de douane, aucune moins-value n'est enregistrée (30,6 milliards de CFA réalisés contre 31,5 milliards prévus). L'analyse de la répartition infra-annuelle de la crise avant et après crise montre l'absence d'impact significatif de la crise sur les recettes fiscales en 2002. Ainsi, le pourcentage des recettes sur les neuf premiers mois de l'année (période avant crise) se situe à 76,2% en 2002, contre 74,9% en 2000 et 73,2% en 2001.

⁶ Cf. la présentation par l'AFP le 7 novembre 2002 d'une annonce du ministère des Finances et du Budget : « Le ralentissement des activités économiques a un impact sur les recettes car il y a baisse des importations, donc moins d'impôts et de taxes de douane ». Le manque à gagner sur 2002 était chiffré à environ 20 milliards de francs CFA.

Partie III : Les prévisions 2003-2006

Tableau 13 : Les hypothèses de la prévision

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
ENVIRONNEMENT EXTERIEUR						
- PRIX INTERNATIONAUX						
	(dollar, en taux de croissance)					
Indice synthétique des MP exportées	-19.27	-2.64	25.07	-1.03	1.73	0.66
. Coton	-18.71	-3.62	27.70	-0.80	2.60	1.30
. Or	-2.88	14.40	6.10	-8.20	-8.00	1.00
. Boeuf	9.97	-0.25	3.50	-2.50	-2.50	-2.50
. Agneau	15.41	12.21	3.50	-2.50	-8.50	-8.50
Pétrole	-13.94	2.84	6.30	-17.00	-9.10	-0.50
Riz	-14.43	8.95	-0.10	3.40	1.90	0.00
Produits manufacturés	0.77	-0.34	-2.94	0.29	0.29	0.29
. Etats-Unis (en dollar)	0.74	-0.65	2.42	0.00	0.00	0.00
. France (en euro)	1.45	0.10	-0.26	0.40	0.40	0.40
. Japon (en yen)	-2.29	-2.13	-0.79	0.00	0.00	0.00
- CHANGE						
	(1 dollar =x , en niveau)					
CFA	732.90	693.40	587.89	587.89	587.89	587.89
Euro	1.12	1.06	0.90	0.90	0.90	0.90
Yen	121.44	124.84	117.17	117.17	117.17	117.17
Cedi	9.77	11.40	14.14	14.14	14.14	14.14
FINANCEMENT EXTERIEUR						
	(en milliards de FCFA)					
Financement extérieur	88.60	92.60	69.72	102.82	74.07	59.59
Dons courants	27.19	29.90	87.10	36.90	55.40	60.40
Dons en capital	112.50	88.70	115.40	130.40	145.70	161.20
Prêt programme	33.10	46.00	21.20	58.60	39.90	39.90
Prêt projet	56.00	53.30	41.00	33.80	26.70	19.80
Rééchelonnement	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Annulation hors PPTE	0.13	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Financement PPTE	26.50	20.80	36.00	35.40	34.10	27.50
- CONJONCTURE REGIONALE						
	(en taux de croissance)					
Demande régionale	0.33	0.29	-2.81	3.26	4.10	4.10
. Côte d'Ivoire	-0.85	0.00	-3.00	3.00	4.00	4.00
. Mali	11.84	3.00	-1.10	5.70	5.00	5.00
Prix à la consommation au Ghana	33.00	15.90	10.00	10.60	10.00	10.00
Prix à la consommation au Nigeria	18.90	14.70	26.40	8.60	7.00	7.00
POLITIQUE ECONOMIQUE						
- DEPENSES de l'ETAT						
	(en taux de croissance)					
Dépenses en capital	9.75	-6.23	15.94	11.69	11.84	15.75
. ressources externes	3.29	-21.15	5.86	5.14	5.13	5.12
. ressources internes	33.68	36.54	32.64	20.35	19.58	26.53
Salaires	10.82	4.74	5.93	5.06	1.59	6.52
Autres dépenses courantes hors intérêts	10.07	1.51	-11.22	-9.34	-9.45	-11.13
- FINANCEMENT DE L'ECONOMIE						
	(en milliards de Fcfa)					
Taux sur livret (en points)	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50	3.50
Financement intérieur	-7.39	-23.20	23.40	27.30	-13.60	-13.60
. variation de la PNG	58.80	14.90	14.90	14.90	14.90	14.90
Variation des arriérés	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
. intérieurs	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
. extérieurs	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
- FILIERES						
	(FCFA le Kilo)					
Prix au producteur						
. coton	173.70	173.70	157.72	156.46	160.53	162.62
. arachide	90.00	90.00	90.00	90.00	90.00	90.00
. maïs	123.20	98.50	98.50	98.50	98.50	98.50
. mil	114.90	91.90	91.90	91.90	91.90	91.90
. sorgho	112.60	90.10	90.10	90.10	90.10	90.10
. riz	130.00	105.00	105.00	105.00	105.00	105.00
. pcereale (en taux de croissance)	21.95	-20.84	0.44	-0.77	-0.79	-0.80

Production (en taux de croissance)						
. coton	37.10	5.71	26.52	0.23	-5.55	-8.78
. arachide	78.01	7.48	23.63	23.63	23.63	23.63
. maïs	92.00	7.72	13.05	8.70	8.70	8.70
. mil	67.08	-1.47	22.10	4.40	4.40	4.40
. sorgho	61.88	0.10	10.65	3.20	3.20	3.20
. riz	65.48	-18.90	9.65	2.80	2.80	2.80
. ycereale	73.42	1.51	14.27	5.61	5.67	5.73

Tableau 14 : Fiche de PIB, cfa 1985 (taux de croissance)

en %	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB	5.64	4.37	5.08	4.00	3.92	4.48
Importations	0.55	1.56	2.32	3.83	2.59	4.29
Approche sectorielle						
Agriculture	-11.37	1.48	8.73	0.76	3.42	3.51
Industrie	1.39	7.41	5.62	7.66	5.66	5.12
BTP	4.73	9.71	0.96	7.77	9.97	13.29
Services marchands	4.72	11.45	3.61	7.28	5.30	5.40
Services non marchands	4.99	3.15	2.77	2.40	1.30	2.57
Approche demande						
Consommation privée	-8.07	7.20	3.43	6.91	3.39	3.30
Consommation publique	5.94	-2.16	-0.10	1.29	0.72	1.51
Investissement total	29.19	1.36	2.81	7.42	5.32	8.42
. privé	19.23	13.20	3.96	4.54	-1.42	0.30
. public	37.71	-7.41	1.76	10.09	11.24	14.74
Exportations	5.21	7.53	5.79	9.72	2.94	0.70
Variations de stocks (niv)	-5.00	-3.00	26.57	-14.21	-8.72	-2.34

Bibliographie

AFD : « Perspectives économiques et financières des pays de la zone franc. Projections Jumbo 2003-2004 » Septembre 2003

AFD : « Perspectives économiques et financières des pays de la zone franc. Projections Jumbo 2003-2004 » Avril 2003

FMI « Burkina Faso : 2003 Article IV Consultation and Request for a New Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth facility – Staff Report ; Public Information Notice and Press Release on the Executive Board Discussion” IMF Country report n°03/197 June 2003-10-28

INSD : “Etude de l’impact de la crise ivoirienne sur l’économie du Burkina faso », Septembre 2003

Ministère de l’Economie et du Développement, INSD : « Les comptes économiques de la nation. 1994, 1995, 1996, 1997 : définitifs, 1998, 1999 : semi-définitifs » Septembre 2003

Ministère des Finances et du Budget, SP / PPF : « TOFE et tableaux annexes (base engagements). Opérations du 1^{er} au 31 Août 2003»

Ministère des Finances et du Budget (avril 2003) : « Cadre des dépenses à moyen terme 2004-2006»

Ponty N. (2002) « Faits stylisés sur les fluctuations macroéconomiques des pays de l’UEMOA » Document de travail PNUD Ouagadougou

Ponty N. (2003) : « Macrodynare : un modèle macrodynamique et sectoriel de l’économie Burkinabè » Document de travail PNUD Ouagadougou